

[Texte]

paid for are being advanced, they think, to help real refugees. But when they go to people who perhaps should be making applications as independent immigrants in the countries they come from, people who already have a roof over their heads and have sanctity where they are, it makes it very difficult for Canadians.

I understand what they are saying: it is unfair, it undermines the system, it incites further abuse. Once and for all, what Canadians have said is get your two lines in order, get a policy that everybody understands, have a policy that is generous to refugees, bring more immigrants into the country, but for heaven's sake, resources that should be going to real refugees should not be used by people who should be going elsewhere and making other application.

Mr. Schellenberg: I would like to talk about safe third countries for a while, if I can. Can you describe the process that Cabinet will go through in order to determine what countries are considered safe third countries? How much discretion would you allow the determination board to bend that a bit?

Mr. Weiner: Cabinet will be preparing a list of countries based on the human rights record of those countries. The record of each country in protecting all nationals and nationals of a particular kind will be cognizant of those countries' charter commitments and their record in dealing with refugees.

So we are saying very clearly that Canada alone does not and cannot solve the refugee problem. We have signed a Geneva convention, as have other nations. Not every nation that signed the convention has maintained and carries out its commitment to the degree of excellence we think they could, but many nations do.

Once we do the observation, we have our own External Affairs people, information that we have brought together from independent sources, the international humanitarian agencies like the Red Cross and the UNHCR, a documentation centre that we will be developing, information we will get from ethnic communities, from the refugee advocacy groups; the very people that we have worked with as partners to bring refugees to this country.

The dilemma here is that we have had some nasty dialogue the last few years. We have had some difficult words with some people who are our friends, people who have worked hard with us to bring refugees to this country to help real refugees. We have to get back on track. We have to get those people together with us. We have to explore ways of working together to the benefit of real refugees.

[Traduction]

contribuables sont employés, c'est du moins ce qu'ils pensent, pour aider les réfugiés authentiques, mais lorsqu'ils vont à des gens qui devraient peut-être faire une demande d'immigration dans leur pays respectif, à des gens qui ont déjà un abri sûr dans le pays où ils se trouvent, cela complique considérablement les choses pour les Canadiens.

J'entends fort bien ce qu'ils disent: c'est injuste, cela revient à saper le système et à ouvrir les vannes à d'autres abus. Ce que les Canadiens disent haut et clair, c'est qu'il faut remettre la maison en ordre, mettre en place une réglementation que tout le monde comprenne, une réglementation qui soit généreuse envers les réfugiés, qui nous amène plus d'immigrants, mais il ne faut à aucun prix que les ressources destinées aux réfugiés authentiques soient utilisées par des gens qui devraient s'adresser ailleurs et passer par une autre filière.

M. Schellenberg: J'aimerais, si vous le permettez, aborder la question des tiers-pays sûrs. Pouvez-vous nous dire comment le Cabinet procédera pour décider quels sont les pays qui peuvent être considérés comme étant sûrs? Quelle sera la latitude laissée à la Section du statut de réfugié?

M. Weiner: Le Cabinet dressera une liste de pays en fonction de leurs antécédents en matière de respect des droits de la personne. Chaque pays sera classé dans une catégorie en fonction de la protection qu'il accorde à ses citoyens, entre autres ceux qui font partie d'une catégorie spéciale, en fonction également des engagements qu'ils ont pris de respecter la Charte et de leur façon de traiter les réfugiés.

Ce que nous affirmons bien haut, c'est que le Canada, à lui seul, n'est pas en mesure de résoudre le problème des réfugiés. Nous avons signé la Convention de Genève, nous n'avons pas été les seuls, mais tous les pays signataires de cette Convention n'ont pas honoré leurs engagements autant qu'ils l'auraient dû, à notre avis, mais certaines l'ont fait.

Lorsque cette liste sera dressée, nous nous adresserons au personnel du ministère des Affaires extérieures, nous obtiendrons des informations de sources indépendantes, d'organismes humanitaires indépendants comme la Croix-Rouge et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; nous mettrons sur pied un centre de documentation qui réunira l'information fournie par diverses communautés ethniques et par les groupes d'aide aux réfugiés, c'est-à-dire par ceux-là mêmes avec lesquels nous avons collaboré pour amener des réfugiés au Canada.

Mais la difficulté, c'est qu'au cours des dernières années, les relations que nous avons avec certains de ceux qui étaient nos amis et qui ont déployé leurs efforts pour aider les vrais réfugiés et les faire immigrer au Canada se sont détériorées. Nous devons faire marche arrière, nous devons regagner la bonne volonté de ces gens. Nous devons chercher à oeuvrer de concert pour le bien des vrais réfugiés.